

Au RN, le changement de doctrine de Marine Le Pen

 4 min • Paul Laubacher

Les outre-mer ont toujours été le domaine réservé de Marine Le Pen. Le dossier calédonien en particulier, tant il est symbolique : à la fois pour le Front devenu Rassemblement national, mais aussi dans l'histoire française post-1945. Or, depuis lundi, l'archipel du Pacifique est en proie à une poussée de violence qui a déjà fait cinq morts, dont deux gendarmes. En cause, le vote de l'Assemblée, qui a approuvé en début de semaine le texte constitutionnel visant à élargir le corps électoral aux élections provinciales, enjeu crucial sur place.

C'est le fameux « dégel » tant redouté par les indépendantistes kanaks, qui doit être ensuite voté par le Parlement réuni en Congrès. Sur ce texte, l'ensemble des 76 députés RN présents au Palais Bourbon ont voté en faveur du texte. Sans surprise, tant le parti à la flamme a toujours été contre l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie.

À chaque référendum, Marine Le Pen avait d'ailleurs « exhorté » à voter non. « Que le "oui" l'emporte, et votre territoire quittera à brève échéance notre patrie pour accéder à une indépendance pleine d'incertitudes et lourde de dangers et de déchirements », disait-elle en 2020. Sur ce sujet, la double finaliste de la présidentielle n'a pas bougé sa position d'un iota.

En revanche, la nationaliste a récemment modifié sa doctrine sur la méthode. « En mars, quand la date du vote sur le texte constitutionnel sur le corps

électoral en Nouvelle-Calédonie a été calée, on a réfléchi à la situation sur place, toujours explosive », explique un de ses proches. La réflexion mariniste a accouché d'un changement assez conséquent. Au point que la chef de file du RN a directement décroché son téléphone pour en aviser le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin. Et pour presser l'exécutif de décaler le vote de l'Assemblée, la réunion du Congrès et les élections provinciales en Nouvelle-Calédonie. « Mais, comme d'habitude, ce gouvernement n'écoute pas les oppositions », s'agace un de ses proches.

Comme elle l'a annoncé au Monde, Marine Le Pen déclare au Figaro que seul un « accord global institutionnel et économique » entre toutes les parties peut amorcer une sortie de crise en Nouvelle-Calédonie. Quitte à l'adosser à une éventuelle nouvelle consultation sur l'indépendance, voire un référendum, qui serait organisé d'ici à « 40 ans ».

Au cœur de la réflexion de Marine Le Pen, il y a le débouché politique qu'il faut offrir aux indépendantistes. « Il faut comprendre qu'ils n'ont construit leur discours qu'autour de l'indépendance. Si on leur retire toutes perspectives démocratiques, leur seule issue est donc non démocratique, voire violente. Ou même pire, c'est le spectre de la guerre civile », explique-t-elle. « Il faut savoir écouter tout le monde. Les loyalistes ont des revendications justes, tout comme les indépendantistes », assure-t-elle, balayant les positions des « extrêmes ». Propos qui vise La France insoumise, farouchement pro-indépendantistes, et Reconquête, farouchement pro-loyalistes. « Comme tous les Calédoniens attachés à la France, je suis atterré par la prise de position de Marine Le Pen et Jordan Bardella », lui a aussitôt répondu Éric Zemmour, le patron de Reconquête, dans un message publié sur X (ex-Twitter). « Au nom de l'apaisement, (Marine Le Pen et Jordan Bardella) se soumettent, en réalité, à la violence (...) Nous ne devons jamais

céder devant les casseurs et les pilliers. Seule la force ramènera l'ordre dans notre pays », a-t-il poursuivi. Bientôt suivi par sa tête de liste, Marion Maréchal, qui a dénoncé « les reculades et les hésitations » de sa tante, sans toutefois la citer nommément.

À l'inverse, Marine Le Pen considère que la perspective des « 40 ans » est un « gage de stabilité ». « L'incertitude est le pire ennemi de l'investissement, à la fois de l'État et des entreprises. Quarante ans, cela laisse du temps au territoire de se développer et aux investisseurs de ne pas avoir peur. C'est d'ailleurs essentiel pour régler la question de l'exploitation du nickel », appuie-t-elle. Jusque-là, la députée du Pas-de-Calais avait plutôt gardé le silence et œuvré en coulisses sur ce dossier inflammable. Elle a d'ailleurs attendu mercredi avant de publier sur X (ex-Twitter) un message se contentant de réclamer la déclaration de l'état d'urgence. Mardi matin, elle avait ensuite discuté longuement avec Jordan Bardella, le président du RN, afin d'être certaine qu'il n'y aurait pas de parole dissonante de sa part à l'annonce de la nouvelle doctrine lepéniste. « Il était irresponsable d'engager cette réforme et ce dégel du corps électoral avant les Jeux olympiques », a approuvé le favori des européennes vendredi, en marge d'un rendez-vous avec le premier ministre, Gabriel Attal, à Matignon, sur la violence des jeunes.

Il n'empêche, en dépit des efforts déployés par Marine Le Pen pour démontrer toute la cohérence de sa position, son changement de pied tranche avec presque un demi-siècle de soutien frontiste aux loyalistes calédoniens. Ce qui avait toujours valu au Front devenu Rassemblement national de s'assurer des résultats électoraux historiquement favorables. Aux régionales de 1988, organisées deux jours après la prise d'otages des gendarmes à Ouvéa, le FN récolte ainsi 22 % des voix en Nouvelle-Calédonie. Dix ans plus tard, en 1998, Jean-Marie Le Pen dénonçait la signature des

accords de Nouméa. « Par un accord fondé sur des considérations idéologiques et perverses, les droits légitimes de la majorité pro-française sont gommés pour satisfaire les exigences de la minorité indépendantiste », assénait-il.

Sa fille prend donc aujourd'hui un risque : celui de déboussoler ses propres électeurs dans l'archipel, majoritairement contre l'indépendance. Lors de la dernière présidentielle, plus d'un gros tiers des voix locales (38 %) s'étaient ainsi portées sur elle au second tour. Soit une proportion à peu près identique (36 %) que celle observée dans la capitale, Nouméa, où résident 100 000 habitants.

À trois semaines des élections européennes, les adversaires de Marine Le Pen ne se sont pas fait prier pour s'engouffrer dans la brèche ouverte par la « candidate naturelle » du RN pour 2027. Dans les rangs nationalistes, d'abord, avec l'assaut lancé par Reconquête, mais pas seulement, puisque Les Républicains sont également montés au front. « Nous (nous) ne changeons pas d'avis pour céder à la violence », a tancé François-Xavier Bellamy sur X. Et d'interroger : « Il faut donc tuer des gendarmes pour obtenir votre soutien ? » Critiques face auxquelles les proches de Marine Le Pen assument. « Nous, on sait que l'on peut être au pouvoir demain, pas comme d'autres qui savent qu'ils n'exerceront jamais aucune responsabilité », répliquent-ils. En faisant le pari qu'il s'agit là d'un caillou supplémentaire déposé sur la longue route qui doit les conduire à la présidentielle de 2027. P. L.